Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

2 | 2006

Révolution

Transfert et évolution des idées républicaines à l'ère des Révolutions, d'Angleterre aux Etats-Unis

Les transformations de l'exigence de liberté

Annie Léchenet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/1151>

DOI : 10.4000/transatlantica.1151

ISSN : 1765-2766

Éditeur

AFEA

Référence électronique

Annie Léchenet, « Transfert et évolution des idées républicaines à l'ère des Révolutions, d'Angleterre aux Etats-Unis », *Transatlantica* [En ligne], 2 | 2006, mis en ligne le 07 juillet 2006, consulté le 29 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/1151> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.1151>

Ce document a été généré automatiquement le 29 avril 2021.

Transatlantica – Revue d'études américaines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Transfert et évolution des idées républicaines à l'ère des Révolutions, d'Angleterre aux Etats-Unis

Les transformations de l'exigence de liberté

Annie Léchenet

Combats anglais pour la liberté

- 1 Comme l'a montré le grand ouvrage de Caroline Robbins, *The Eighteenth Century Commonwealthman* (1959), tout un type de combats se développe en Angleterre au long du XVIII^e siècle, notamment chez des hommes qui se nomment eux-mêmes « *Commonwealthmen* », et se réclament tant de la défense de la « république » que de celle de la « liberté ».
- 2 Ou plutôt des libertés, « *liberties* », terme qui remonte à la Grande Charte concédée en 1214 par le roi Jean à ses grands vassaux, et qui désigne la somme des « franchises et privilèges » dont tous les *Englishmen*, hommes libres (non serfs), se réservent la jouissance par rapport au pouvoir militaire et politique supérieur, du suzerain ou du roi, auquel ils font allégeance. C'est ce terme de « *liberties* » qui donnera dans les siècles suivants le concept anglo-américain de liberté politique, de cette liberté qui est toujours pensée essentiellement comme un droit, une prérogative des individus face au pouvoir souverain, politique, comme ce qui leur est réservé, ce qui leur appartient en propre, et sur lequel le pouvoir politique ne doit pas *empiéter* — on reconnaît l'origine du principe éminemment anglais de l'*habeas corpus*. Or il y a ici un paradoxe constitutif de la sphère politique : d'une part la nature humaine étant marquée par le péché, le détenteur d'un pouvoir tend toujours à étendre celui-ci le plus loin possible (textes 1 et 2). Mais pourtant, s'il y a un pouvoir politique, c'est parce que la liberté doit être défendue, et elle ne peut l'être que par un pouvoir souverain, c'est-à-dire d'abord un pouvoir qui dispose du monopole de la force — et l'on voit combien les rapports de la liberté et du pouvoir seront tendus, et même paradoxaux : le pouvoir est nécessaire à la

liberté, pour la protéger, mais toujours il tend à s'étendre pour lui-même, c'est-à-dire abusivement, et à empiéter sur elle, à la *violer*. (Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une pure métaphore sexuelle, mais bel et bien d'une représentation sexuée, malgré le neutre de la langue anglaise, de la liberté, perçue comme passive et féminine, et du pouvoir, actif, entreprenant,... masculin, comme le montre le texte 3, choisi parmi de nombreux autres) Il faudra donc que cette dialectique permanente de la liberté et du pouvoir se résolve dans un *équilibre* (« *balance* ») certes complexe et délicat, mais le plus solide et le plus stable possible, entre le pouvoir et la liberté, et cela par des institutions qui constituent un « mécanisme » de pouvoirs divisés, répartis, se contrebalançant les uns les autres. Le problème politique est donc d'abord un problème d'architecture, et même de mécanique architecturale : il faudra agencer le pouvoir au sein d'une « forme de gouvernement », ou « constitution », quasiment au sens physique du modèle newtonien, en le dotant de rouages et de mécanismes qui assurent son fonctionnement tout en l'empêchant de sortir de ses justes limites.

- 3 Quant à la république, ou « *Commonwealth* », de quoi s'agit-il, dans ce XVIII^e siècle anglais qui voit s'établir une deuxième restauration monarchique ? Pour un jeune Français élevé à l'école de la République, il s'agit de se passer de roi, et donc d'élire le gouvernement : la république, obtenue dans la lutte révolutionnaire, est totalement distincte de la monarchie, et même opposée à elle. Or pour les « *Commonwealthmen du XVIII^e siècle* », ces Anglais qui luttent alors pour la république, il ne s'agit absolument pas, malgré la référence du terme à la Révolution de 1649 et au *Commonwealth* de Cromwell, de renverser le roi et d'établir un gouvernement purement électif : pour eux, si le terme de « république » désigne très rigoureusement un gouvernement qui respecte la liberté politique, il doit comporter un élément monarchique. Mais un élément seulement, qui doit être justement *composé* d'un élément « démocratique » et d'un élément « aristocratique ». Rappelons les principaux traits de cette pensée si différente de la pensée républicaine française, issue quant à elle de la Révolution Française : ce que les républicains anglais nomment « république », c'est précisément l'*équilibre* du pouvoir et de la liberté, le paradoxal et fragile équilibre d'un pouvoir qui s'oppose à la liberté tout en la préservant. Il s'agit donc de construire un pouvoir qui ne puisse pas empiéter sur la liberté, c'est-à-dire un pouvoir divisé et réparti dans un mécanisme constitutionnel, une Constitution sur laquelle il faut veiller jalousement. Or cette Constitution existe, même si elle n'est pas écrite, c'est la *Constitution Anglaise*, que l'on nomme aussi la *Mixed Constitution*, la *Constitution Mixte*, ou composée, dont on trouvera l'un des textes interprétatifs fondateur en annexe sous le n°4. Si cette *Constitution Mixte* représente le modèle initial de la république, c'est parce qu'elle divise le pouvoir politique en trois « branches », le Roi, la Chambre des Lords et la Chambre des Communes. La théorie de cette Constitution énonce que chacune de ces instances représente un des éléments constitutifs de la « Nation » anglaise, dans son principe et dans ses intérêts : le Roi, l'Un, principe de l'Autorité, exerce avec son Cabinet ministériel le pouvoir *exécutif*, ou « Monarchie » ; les Communes représentent le « Peuple » comme ordre particulier de la Nation, le Grand Nombre (« *The Many* »), dont le principe est la Liberté, et elles doivent assumer la part *législative* du pouvoir politique — cet exercice d'une part du pouvoir politique par le peuple est, dans cette terminologie, la « Démocratie » ; quant aux Lords, les Quelques-Uns (« *The Few* »), représentant l'ordre nobiliaire de la Nation, ou « Aristocratie », dont le principe est la préservation de la Loi, ils doivent, selon ce même modèle, se charger du pouvoir *judiciaire*. La république est ainsi la forme de gouvernement qui est véritablement

« mixte », composant les trois intérêts, les trois principes constitutifs de la Nation et les trois fonctions du pouvoir politique ; et c'est cette mixité, cette composition, qui assure mécaniquement le maintien du pouvoir à l'intérieur de ses limites constitutionnelles.

- 4 La théorie républicaine de la constitution mixte reprend auprès de l'historien grec Polybe (*Histoire*, 140 av. J.-C.) l'idée que, telle qu'elle se réalise cette fois dans la Constitution romaine, la République compose les trois formes pures du gouvernement telles que les avait répertoriées la tradition grecque : la Monarchie, l'Aristocratie et la Démocratie. Du fait de leur pureté, ces formes de gouvernement sont instables et portées à la dégénérescence, ou « corruption » selon un cycle inéluctable. Déjà, selon Polybe, seule la République, précisément parce qu'elle est une forme mixte, composée, peut résister à la corruption — et pour les Républicains anglais, la corruption vient précisément de la tendance du pouvoir à sortir de ses limites.
- 5 La pensée anglaise de la liberté se rattache également, dans ses éléments essentiels, aux conceptions aristotéliennes du citoyen homme libre, participant dans l'égalité, par la délibération commune, à la vie de la Cité — conception cette fois éminemment positive de la liberté. Ce républicanisme de la participation à la vie publique et de l'épanouissement humain par cette participation, repris et refondé par Machiavel et tout le républicanisme italien du *Quattrocento*, sera constitutif de la pensée et des aspirations des révolutionnaires anglais du XVIII^e siècle, notamment celles de Harrington¹. Les *Commonwealthmen* du XVIII^e siècle, en particulier ceux qui se nomment les « *Old Whigs*² », sont eux aussi influencés par ce que John Pocock a nommé « le moment machiavélien », en somme l'inspiration républicaine florentine, de la tradition anglaise puis américaine. (Pocock 1997, Spitz). John Pocock a cependant montré comment ces théories sont en réalité néo-harringtoniennes, empruntant à Harrington la *structure* de son raisonnement en faveur de l'« équilibre constitutionnelle » contre la dégénérescence sociale et politique, mais en inversant les *contenus* historiques entre lesquels doit s'établir cet équilibre :

Là où Harrington avait conçu le Roi et le Parlement traditionnels comme obsolètes face à la révolution montante des propriétaires, ses héritiers et successeurs (Shaftesbury, Trenchard, Gordon, etc...) cherchaient à mobiliser le Parlement contre le Roi et les Ministres en invoquant l'indépendance de la propriété contre des menaces trop modernes pour qu'Harrington ait pu les prendre en considération (l'Etat moderne et sa bureaucratie civile et militaire, notamment l'armée permanente). (Pocock 1965 561)

- 6 Ce sont ces équilibres qui constituent le caractère républicain de la *Constitution Mixte* de l'Angleterre, et ce sont donc eux qu'il faut défendre. Car, tout au long du XVIII^e siècle, les *Commonwealthmen* voient dans le gouvernement ministériel, joint à des dysfonctionnements dans le système de la représentation et à des pratiques systématiques de corruption des membres de la Chambre des Communes une menace radicale contre l'équilibre de la liberté (Robbins). C'est la Constitution elle-même qui est menacée par les ministres, qui travaillent dans l'ombre à étendre leur propre pouvoir, et les opposants comptent sur le Parlement (Lords et Communes) pour dessiller les yeux du Roi et rétablir les sains équilibres :

Ils voyaient dans le développement du gouvernement par Cabinet une menace contre l'équilibre de la Constitution (...). Un républicanisme de cette espèce s'exprimait en conseils allusifs appelant à sauvegarder les vertus du gouvernement mixte. (...) Les *Commonwealthmen* peuvent être considérés comme les conservateurs de l'ordre ancien ; on doit aussi voir en eux les héritiers spirituels et les ancêtres de tous les révolutionnaires. (Robbins 4 et 8)

- 7 Ils voient une menace radicale, et même un *projet délibéré* pour subvertir la liberté des *Englishmen*, conformément à la conception de l'implacable cyclicité de l'histoire humaine qui est celle non seulement des *Whigs*, mais aussi de la quasi totalité des hommes du XVIII^e siècle. (Robbins 7-16)
- 8 De Molesworth, dont en 1697 *An Account on Denmark* exprime et condense le « scénario whig » de l'histoire humaine, à Millar, élève de Hutcheson et figure de proue des Lumières en Ecosse, auteur en 1787 de *An Historical View of the English Government*, les essais historiques des *Commonwealthmen* opposent constamment les Constitutions anciennes, reposant sur l'« équilibre gothique » aux menaces et dégénérescences modernes de la liberté, et s'interrogent sur les causes de la perte de celle-ci. Or au premier rang de ces causes, comme le « démontre » pour Molesworth l'exemple récent du Danemark, se trouve le défaut de vigilance des citoyens. (Robbins 347).
- 9 Dans cette vision sinon pessimiste, du moins inquiète et nostalgique, de l'histoire humaine, c'est la dégénérescence, la « corruption », qui sont à l'œuvre, contre l'équilibre, seul élément dans lequel peut être préservée la liberté — et la tâche des hommes et des peuples avertis et responsables est bien de veiller pour la liberté et de travailler à restaurer les équilibres. « Se rebeller contre les tyrans est obéir à Dieu » inscrira sur son sceau même un Jefferson pour qui l'histoire a, comme pour les *Old Whigs*, un sens, sinon théologique et métaphysique, du moins éminemment moral.

Problématiques américaines

- 10 Les historiens actuels s'étonnent généralement que les quelques mesures fiscales imposées par l'administration de George III aux Colonies américaines de l'Empire, mesures de portée très modeste au plan quantitatif, surtout si on les compare à l'*income tax* anglaise, qui pouvait atteindre 20% des revenus, aient été interprétées par les Américains comme des mesures qui risquaient de faire d'eux « de misérables esclaves tributaires ». « Ceux qui sont taxés sans leur propre consentement, exprimé soit par eux-mêmes soit par leurs représentants, sont des esclaves. Nous sommes taxés sans notre consentement, exprimé soit par nous-mêmes soit par nos représentants. Il suit de là que nous sommes des ESCLAVES », écrit John Dickinson en 1768 dans ses *Lettres d'un Fermier de Pennsylvanie* (Bailyn 1967, 232-233)³

Il n'y a pas là que pure rhétorique et volonté d'effrayer. L'esclavage était un concept politique qui avait un sens très spécifique (...). Il signifiait l'incapacité de maintenir sa juste propriété et sur les choses matérielles et sur les droits abstraits, droits et choses qu'une constitution appropriée garantissait à un peuple libre. (Bailyn 1967, 233)

- 11 C'est que, comme l'analyse Bailyn, ces mesures ont alors pour la plupart des colons américains une signification politique considérable. Dans un contexte où les colons américains se considèrent comme une partie intégrante de la « Nation » et de l'Empire anglais, mais une partie spécifique, et injustement non représentée au Parlement, ces mesures sont perçues comme les signes d'un véritable plan, « un plan réglé et déterminé pour réduire les colonies en *esclavage*, ou les amener sous le joug d'un gouvernement arbitraire, puis certainement l'ensemble de la nation aussi », comme l'écrit James Baldwin dans son *Appendix* (Bailyn 1967, 119). En 1774, dans l'un des pamphlets les plus « audacieux »⁴ (Peterson 110) de la Révolution Américaine, Jefferson, jeune juriste alors membre de la Chambre des Communes de sa Virginie natale, déchiffre lui aussi la menace :

Des actes de tyrannie isolés peuvent être imputés à l'opinion accidentelle survenue un jour ; mais une série d'actes [« acts » signifie aussi « lois » en anglais] oppressifs, commencés à un moment déterminé et poursuivis invariablement à travers tous les changements de ministres, cela est la preuve trop criante d'un plan délibéré et systématique de nous réduire en esclavage. (Jefferson, *A Summary View...*, juin 1774, Peterson 110 ; voir texte n° 5 en annexe)

- 12 Dans deux ouvrages fondamentaux, dont nous attendons toujours la traduction française, *The Origins of American Politics*, et surtout *The Ideological Origins of the American Revolution*, Bernard Bailyn démontre très clairement la filiation de la perception et de la pensée qui conduira les colons d'Amérique à la Révolution Américaine à l'égard de la pensée républicaine anglaise, et précisément de la pensée *Old Whig* (Pour cela Bailyn s'appuie sur une connaissance très approfondie des textes de cette période, des nombreux pamphlets, sermons, articles, publiés alors, et on lui doit la publication de nombre d'entre eux).
- 13 Outre l'essentiel, constitué par la conception *whig* de la liberté préservée par l'équilibre constitutionnel des pouvoirs, la pensée républicaine américaine est caractérisée par la reprise de la périodisation *whig* de l'histoire humaine, périodisation qui se termine par la réalisation du scénario catastrophe précisément en Amérique.
- 14 Pour Jefferson, comme pour toute la vision *whig* de l'histoire, ce sont en fait les Saxons qui représentent le règne primitif de la liberté — et les Saxons sont les ancêtres des Anglais, dotés de « franchises et libertés » en vertu de privilèges particuliers, et donc aussi les ancêtres des Américains. « Nos ancêtres les Saxons », comme les nomme Jefferson, étaient « de libres cultivateurs », propriétaires de leurs terres « en pouvoir absolu », et non comme fief dont la propriété n'est que déléguée à partir de celle du seigneur féodal, et ils « se gouvernaient eux-mêmes » dans de petites républiques à leur mesure, simples, frugales, et vertueuses. Mais la liberté est fragile, et des hommes désordonnés au point d'être avides de « pouvoir » ont, par ruse et tromperie, instauré le « système féodal », tant au plan du régime juridique de la propriété qu'au plan politique, désormais soumis à la « tyrannie » qu'est le pouvoir illimité du seigneur sur ses vassaux. Le système féodal est pour Jefferson contraire à la nature de l'homme, destinée à la liberté. L'imposition d'un tel système aux « Saxons » est le fait des « Normands », pour consolider leur « conquête » de l'Angleterre. Dans la lutte qui s'ensuit, on acquiert la *Grande Charte*, qui garantit, ainsi que plus tard la « *common law* », les « franchises et libertés » de tous les « Anglais », et dont se réclament les colons américains. Les révolutions du XVII^e et du XVIII^e siècle, la première pour les *Old Whigs*, la seconde, la « *Glorious Revolution* », pour les *New Whigs*, établissent, ou rétablissent, par la *Constitution Mixte*, un équilibre des pouvoirs tel que ceux-ci, et notamment celui du roi, ou de son Cabinet, ne peuvent s'étendre indéfiniment. Pour Jefferson et les colons inquiets, qui deviendront indépendantistes en 1776, cette *Constitution Mixte* de l'Angleterre représente alors le point ultime de l'histoire de la liberté, celui dans lequel elle a pu se réaliser à son plus haut point alors connu. C'est pourquoi c'est en son nom qu'ils protestent, c'est elle dont ils demandent alors la restauration. (voir texte n° 6 en annexe)
- 15 Et pourtant, une fois indépendants, ce ne sont pas des constitutions mixtes qu'ils édifient pour leurs nouveaux Etats, mais des constitutions qu'on peut appeler purement « républicaines », car dépourvues de Roi et d'Aristocratie (textes n° 7 et 8). Outre les facteurs propres à la configuration sociale américaine, sur lesquels nous reviendrons, nous signalons ici l'influence d'un autre facteur idéologique que la pensée

républicaine traditionnelle anglaise, empreinte de puritanisme : le poids croissant de la pensée des Lumières.

- 16 Cette influence est particulièrement sensible chez un Jefferson, formé à l'école des Lumières Ecossaises⁵ par George Wythe, puis particulièrement impressionné par la société de l'Ancien Monde lors du séjour qu'il effectue, comme Ministre Plénipotentiaire représentant les treize Etats d'Amérique du Nord à Paris, de 1785 à 1789. De la pensée des Lumières Ecossaises (Hutcheson pour les conceptions anthropologiques et morales, Ferguson pour la réflexion sur l'histoire comme progrès, et un peu plus tard Adam Smith), Jefferson retient l'idée de progrès de l'humanité, par et vers la raison, porteuse de paix et de progrès de la civilisation. De sorte que pour lui l'histoire n'est plus tant une lutte éternelle et cyclique de la liberté et du pouvoir qu'une lutte pour un progrès cette fois linéaire : il s'agit d'aller du règne des passions obscures, féodales, fondamentalement constituées par un goût pathologique, passionnel, pour un pouvoir illimité vers le règne éclairé de la raison, seul fondement possible de la liberté, qui elle-même consiste dorénavant moins en une chose passive et à défendre, que dans l'exercice positif des capacités humaines, notamment du « juste pouvoir » des hommes à « se gouverner eux-mêmes », et « sans maître » (texte n° 9). Mais aussi, et Jefferson le dit à plusieurs reprises, c'est en Europe qu'il est vraiment devenu républicain. Il a, en Europe, pris la mesure de la valeur et de la signification historique de la république :

J'étais très ennemi de la monarchie avant de venir en Europe, écrit-il à George Washington en 1788. Je le suis dix mille fois plus depuis que j'ai vu ce qu'elle est. Il n'y a presque aucun mal dans ce pays dont on ne puisse faire remonter la source à son roi, ni un bien qui ne soit dérivé des minces filets de républicanisme qui existent parmi eux. Je peux même dire sans risque qu'il n'y a pas une tête couronnée en Europe que ses talents ou son mérite rendraient dignes d'être élu sacristain par le peuple d'une quelconque paroisse d'Amérique. (Thomas Jefferson, *lettre à George Washington*, Paris, 2 mai 1788, Boyd XIII 128 ; voir aussi les textes n° 10 et 11)

- 17 Or nous constatons par ce texte qu'en 1788, le terme de « république » a très fortement changé de sens pour Jefferson : pour lui il s'agit bien dorénavant de se gouverner véritablement soi-même, « sans maître », c'est-à-dire *sans roi*. Et ceci est une nouveauté en fait très inquiétante, même si Jefferson, nommant cette inquiétude, la nie : « Je n'ai pas de crainte quant au résultat de notre expérience : il sera que l'on peut faire confiance aux hommes pour qu'ils se gouvernent eux-mêmes sans maître » (Thomas Jefferson, *lettre à David Hartley*, Paris 2 juillet 1787, Boyd X 629). Sachant que le « *self government* » est pour Jefferson la capacité essentielle de la nature humaine en même temps que son droit fondamental, on comprend que ce soit la république, dans son sens le plus ancien, celui par exemple de la république romaine, entre la période des rois et celle des empereurs, qui soit la « forme de gouvernement » la plus conforme à la destination de l'humanité. Mais précisément cette forme républicaine « pure », non composée, apparaît aux hommes du XVIII^e siècle comme une figure archaïque de l'histoire humaine, qui ne s'est avérée viable que pour des Etats anciens très limités dans l'espace et dans le temps : les Cités grecques, la Rome des temps héroïques. Les tentatives plus récentes, celle de Florence, puis celle de l'Angleterre au siècle précédent, se sont effondrées en quelques années seulement, au terme d'impitoyables luttes de factions, en de non moins impitoyables tyrannies. Montesquieu, bien connu des Américains de son temps et exprimant une opinion alors fort reçue de part et

d'autre de l'Atlantique, écrivait : « Il est de la nature d'une république qu'elle n'ait qu'un petit territoire ; sans cela elle ne peut guère subsister . (*Esprit des Lois*, VIII, 16).

- 18 Certes l'Amérique, c'est le Nouveau Monde, indemne de la corruption féodale, et peut-être est-il investi de la mission de régénérer l'humanité, mais pour Jefferson, c'est par la réalisation de l'authentique république que ce Monde manifestera son éclatante nouveauté. Bien plus, cette réalisation devra être suffisamment durable pour que la preuve soit faite que « les hommes peuvent se gouverner eux-mêmes sans maître », enfin conformément à leur nature. Et au soir de sa vie, Jefferson considère que la mission historique d'instauration des Lumières, de la raison et de la république, a été accomplie : « L'appel aux droits de l'homme, qui avait d'abord été lancé aux Etats-Unis, fut repris par la France, la première des nations Européennes », écrit-il en 1824 dans son *Autobiographie* (Peterson 97).

Problèmes de la république à l'ère moderne

- 19 La république, qui semblait au XVIII^e siècle une figure historique précise, mais dépassée, et en tout cas condamnée à limiter strictement son territoire et le nombre de ses membres, est de nos jours la forme si répandue des Etats petits et grands que l'on peut dire que de « figure » elle est devenue un « modèle »⁶ si incontournable que même certaines dictatures se nomment aussi « républiques ».
- 20 Or de nombreux auteurs s'accordent à considérer (Wood, Lacorne) qu'en Amérique du Nord entre 1776 et 1800 a eu lieu une « invention de la république » moderne telle qu'elle en a assuré le succès, mais en modifiant radicalement ses éléments. D'abord des constitutions républicaines dans chacun des Etats particuliers, certes encore petits, mais qui fonctionnent déjà, à l'instar de leur modèle anglais, par l'élection de *représentants*. Puis, lorsque ces petites républiques s'avèrent faibles, elles ne vont ni se réduire en taille ni interdire les regroupements particuliers : au contraire, avec la *Constitution Fédérale* de 1787, elles vont s'unir pour former comme un seul *grand Etat*, une « république étendue », ce qui certes ne peut renforcer son unité, mais vise au contraire, selon l'idée de Madison (*Fédéraliste* 10), à multiplier les différences et les divisions, pour affaiblir celles-ci et les rendre inoffensives. Enfin les années suivantes voient se mettre en place, avec le fonctionnement réel de la « république étendue », et alors que la République Française interdit pour encore près d'un siècle tout regroupement partiel des citoyens (loi Le Chapelier, 1791), un véritable *système de partis politiques* — système qui a si bien survécu que les partis américains se réclament encore de nos jours du Parti « Républicain-Démocrate » fondé par Jefferson et Madison en 1791 aussi. Représentation politique, grand Etat, acceptation des intérêts particuliers, des divisions partielles, puis des partis politiques : tous ces éléments institutionnels sont nouveaux.
- 21 Comment comprendre une telle « invention » ?
- 22 Indéniablement d'abord comme une adaptation aux conditions sociales. C'est en Amérique que la république va s'appliquer, pour la première fois, à une société moderne — nous entendons « moderne » au sens de Tocqueville (1833 I 3 et 1856 II 8 et 9) : une société d'égalité juridique des citoyens, puis de là une société qui accorde de la valeur à l'individu et qui lui permet de développer ses activités économiques à partir de capitaux. En Amérique en effet il n'y a pas de noblesse héréditaire ni de famille royale, et la structure constitutionnelle devra produire un découpage purement fonctionnel des trois pouvoirs : non seulement le pouvoir législatif, mais aussi le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire seront exercés par des « magistrats » élus par le peuple — et « le

peuple », ce n'est plus ici, comme ce l'était en Angleterre, une des trois parties de la « Nation », mais bien *l'ensemble* du corps des citoyens. « C'est le corps entier de la nation qui est le pouvoir souverain, législatif, exécutif et judiciaire, pour lui-même », écrit Jefferson à Edmund Randolph le 18 août 1799 (Peterson 1067). Comment cela sera-t-il possible ? L'élection de représentant devra être généralisée, d'un côté pour désigner les « officiers » ou « magistrats » de chacune des fonctions de gouvernement, et de l'autre côté à l'ensemble de membres de la Nation, qui devraient devenir électeurs. C'est dire que la représentation politique, même si elle n'est qu'un moyen pour réaliser concrètement l'exercice du pouvoir par le peuple, devient cependant l'unique moyen de l'action politique, tant pour les élus que pour les électeurs. Dès lors la question fondamentale pour le fonctionnement de la république n'est peut-être plus tant, en dépit des affirmations les plus apparentes, et comme l'aperçoit très vite James Madison, celle de l'exercice du pouvoir dans le *respect des limites formelles* juridiquement fixées, que celle du *pouvoir de désigner des représentants pour exercer la souveraineté*. Et la question, apparemment de technique constitutionnelle, va très vite se focaliser sur celle de savoir comment constituer les *deux* chambres, équivalant aux deux chambres de la *Constitution Anglaise*, alors qu'il n'y a pas d'ordre nobiliaire en Amérique ?

- 23 Les solutions mises en place par les constitutions des treize colonies devenues autant de Républiques sont assez variables, mais nous nous intéresserons surtout à la *Constitution Fédérale*, élaborée en 1787 par une convention spécialement réunie à cet effet à Annapolis, mais dont on sait que le principal architecte et négociateur fut James Madison, lui aussi juriste représentant la Virginie au Congrès Fédéral, et ami de Jefferson. Rappelons le contexte bien particulier des années 1785 : pendant que Jefferson à Paris approfondit la signification historique de « l'expérience républicaine » de l'Amérique, de l'autre côté de l'Atlantique les Pères Fondateurs de l'indépendance s'inquiètent. Ils voient en effet se multiplier des « conventions » populaires spontanées, non prévues par les constitutions des différents Etats, et qui réclament une part du pouvoir politique, allant parfois jusqu'à voter des mesures d'abolition des dettes, et même de partage des terres (Wood partie III, ch. 8). Dans le Massachusetts en 1786, un mouvement de fermiers endettés dégénère en troubles, connus sous le nom de Rébellion de Shays. C'est pour juguler une telle menace que les conventionnels réunis à Annapolis, membres influents de l'élite indépendantiste, envisagent alors un pouvoir politique plus fort, une constitution de niveau supérieur qui s'appliquerait à chacun des Etats.
- 24 La construction de Madison reste assez proche de la problématique républicaine classique, celle de l'Angleterre de la *Constitution Mixte* : il s'agit de concevoir un mécanisme qui constitue et contrôle en même temps le pouvoir politique. Mais la difficulté est nouvelle : lorsque le peuple dans son entier exerce tout le pouvoir, non seulement législatif, mais aussi exécutif et judiciaire, fût-ce par le biais de l'élection de représentants et de magistrats, c'est nécessairement la loi de la majorité qui jouera entièrement. Et cette majorité, constituée autour des intérêts majoritaires, risque de gouverner contre les intérêts de la minorité — et Madison sait, et dit très explicitement, que la minorité, ce sont les propriétaires (essentiellement de terre), alors que la majorité est constituée de non-propriétaires (textes 12 et 13). Or gouverner contre les intérêts d'une partie du peuple, fût-ce une minorité, telle est exactement pour Madison la définition de l'« injustice » (à Jefferson, 24 octobre 1787, Rakove 149-150). Comment dès lors éviter l'injustice, l'oppression de la minorité par la majorité, tout en « restant dans les principes républicains », entendons dorénavant de souveraineté populaire,

c'est-à-dire lorsque doit nécessairement jouer la loi de la majorité ? Il faut imaginer un mécanisme qui soit tel que le pouvoir du peuple soit agencé d'une manière telle qu'il se limite lui-même :

Le grand objet du Gouvernement est donc de modifier la souveraineté de telle sorte qu'elle soit suffisamment neutre entre les différentes parties de la Société pour empêcher une partie de subvertir les droits d'une autre, et en même temps suffisamment contrôlée elle-même pour qu'elle ne puisse composer un intérêt contraire à celui de la Société tout entière (Madison, à Jefferson, 24 octobre 1787, Rakove 149, voir aussi texte n° 14).

- 25 Et pour cela Madison va véritablement « inventer » la république moderne, celle qui contrairement aux républiques anciennes, ne sombrera pas dans la lutte des factions, que déchaîne le pouvoir populaire, opposant d'une part ce qu'il nomme la « démocratie » ou « pure république » (c'est-à-dire, selon la problématique de la *Constitution Mixte*, la république non composée, ne comportant que l'élément « démocratique »), et d'autre part la véritable « république », qui certes ne sera pas véritablement composée, mais sera d'une part « représentative », et d'autre part « étendue », portant sur un territoire étendue et une société nombreuse :

Les deux grands points de différence entre une démocratie et une république sont, premièrement la délégation du gouvernement, dans celle-ci, à un petit nombre de citoyens élus par le reste ; et deuxièmement le plus grand nombre de citoyens et la plus grande étendue de territoire sur lequel cette dernière peut s'exercer. (*Fédéraliste* 10, Rakove 164)

- 26 La représentation sera agencée de manière à « filtrer et raffiner les vues publiques », c'est-à-dire qu'on instituera un système d'élection assez fortement censitaire et à deux degrés, notamment pour une chambre « haute », le Sénat, qui recréera en quelque sorte une instance de type nobiliaire. Et c'est au danger des « factions », définies par Madison comme ces groupements d'intérêts, soit majoritaires soit minoritaires, qui « sont unis et mis en mouvement par quelque commune impulsion de passion, ou d'intérêt, contraire aux droits des autres citoyens, ou aux intérêts permanents et rassemblés de la communauté » (*Fédéraliste* 10, Rakove 161), que pourvoit plus particulièrement l'extension de la république :

Quel remède peut-il être trouvé dans un Gouvernement républicain, dans lequel c'est la majorité qui doit décider en dernier lieu, si ce n'est de donner une telle extension à sa sphère qu'aucun intérêt ou passion communs ne seront à même d'unifier une majorité pour un dessein injuste.

Dans une grande Société, le peuple est fragmenté en de si nombreux intérêts et partis que l'on y est moins à même de ressentir un sentiment commun, et de former le concert requis pour une majorité par rapport à l'ensemble. La même sécurité semble requise aussi bien pour les droits civils que pour les droits religieux des individus. Si une même secte forme une majorité et a le pouvoir, les autres sectes seront assurément opprimées. Divide et impera, cet axiome réprouvé de la tyrannie, est à certains égards la seule politique par laquelle une république peut être administrée selon de justes principes (*Fédéraliste* 10, Rakove 161).

- 27 On voit donc que la construction de la Constitution Fédérale est bien celle de la république moderne, qui est aussi la république libérale : il s'agit de donner le pouvoir au peuple, mais d'une manière qui le rend inoffensif, car il n'a aucune possibilité de gouverner directement, ni de faire prévaloir ses intérêts. On aurait donc bien ici ce que Benjamin Constant nomme la « liberté moderne », qui n'est plus faite de participation politique, d'exercice de la souveraineté et d'épanouissement des qualités humaines par cet exercice, mais qui est une liberté de repli sur la sphère privée, construite dans le

renoncement à l'exercice véritable de la souveraineté — car exercer celle-ci à travers la représentation n'est que « fictif », dit Constant (208), et la délégation à une classe politique sinon « professionnelle », du moins de notables. Et une telle république est fondamentalement conservatrice par sa conception, sa structure, sa nature même, et ceci dans les deux sens du terme : il s'agit de faire en sorte que rien ne change, et surtout que la structure de la propriété ne change pas⁷. D'ailleurs, la propriété est pour Madison et les Constituants de 1787 un droit naturel, intangible, et constitutionnellement hors de la sphère politique : ce droit naturel est en effet le véritable droit privé, de l'ordre des « franchises et libertés » des individus, que le pouvoir politique a précisément pour fonction de préserver. Les débats autour de la ratification de la Constitution furent très vifs, et un large courant d'opposants, rassemblés sous le terme d'« Antifédéralistes », se développa⁸.

- 28 Or cette structure constitutionnelle de la république moderne libérale manifeste des difficultés fondamentales. Nous voyons maintenant qu'elle entraîne un défaut de « démocratie », c'est-à-dire de participation réelle des citoyens au pouvoir politique, et de toute façon, beaucoup plus gravement encore, qu'elle est constituée dans l'impuissance du pouvoir politique face aux puissances économiques. Ces difficultés apparaissent en fait dès la mise en œuvre de la Constitution fédérale : elle requiert la mise en œuvre de compromis entre les différents intérêts sociaux et économiques qui sont représentés dans la sphère du pouvoir politique, et fait pour cela appel à la négociation. C'est en effet comme justice d'un compromis qu'il faut entendre la justice politique pensée par Madison. L'impartialité du législateur entre les différents intérêts et droits qu'il a la charge de préserver l'amènera à négocier de justes compromis entre eux : un compromis, en soi constitué par des concessions mutuelles, est juste lorsque ces concessions sont équilibrées. Ainsi l'exemple que prend Madison en 1787 indique bien cette nécessité :

La répartition des taxes sur les différents types de propriété est une loi (« act ») qui semble requérir la plus exacte impartialité, alors qu'aucun acte législatif n'offre sans doute plus d'opportunités et de tentations à un parti prédominant en nombre de piétiner les règles de la justice. Chaque shilling abusivement imposé à la minorité numérique est un shilling économisé pour leur propre poche (*Fédéraliste* 10, Rakove 163).

- 29 Et c'est précisément sur ce type de négociation que Madison rencontre l'échec significatif, et qui peut-être sera pour lui déterminant d'une révision de sa conception : dans la réalité de la mise en œuvre, la loi du plus fort prévaut dans les instances politiques elles-mêmes. Lorsqu'en 1789 le premier Congrès Fédéral considère une loi d'imposition indirecte (Banning 301-302), Madison accepte une imposition sur le sel qui désavantage la Virginie et les Etats du Sud, à condition que le système dans son ensemble soit réparti justement, c'est-à-dire selon la capacité de chaque Etat à payer (il ne nous paraît actuellement pas incongru d'employer le terme de justice pour poser ce type de question). Plus généralement, il s'agit d'instaurer un système commercial à l'échelle du pays, et ceci requiert, dit Madison « un esprit de concession mutuelle » découlant de la prise en compte des « intérêts généraux de l'Union » aussi bien que des « souhaits particuliers des Etats et des localités », le tout à partir d'une « exposition explicite des considérations à partir desquelles nous agissons les uns à l'égard des autres » (*Discours à la Chambre*, 9 avril 1789, Hutchinson XII 69-73). Il espère donc que les Etats du Nord accepteront de leur côté une taxe sur les mélasses qu'ils importent ; mais ceux-ci refusent, et obtiennent gain de cause au Sénat. Madison est amèrement déçu.

Son plaidoyer pour « la justice et l'impartialité » n'a pas été entendu, et la justice comme concession mutuelle n'a pu s'instaurer : « Pourquoi cette sollicitude à l'égard d'une partie de l'Union plutôt que de l'autre ? Les gens du Nord sont-ils fait d'une plus fine argile ? (...) Sont-ils les quelques élus ? Tous les autres doivent-ils être opprimés du poids des charges accumulées sur eux, et eux prendre leur course à l'aise et sans contrainte ? » (à Edmund Pendleton, 19 avril 1789, Hutchinson XII 89).

- 30 Alors Madison lui-même modifie sa position. Sa pensée décrit une inflexion majeure à partir des années 1790, lorsque s'installe la première Administration Fédérale autour du Président George Washington et d'Alexander Hamilton, Secrétaire au Trésor. Celui-ci institue des instruments de développement économique, comme une Banque Nationale, qui pour lui doit « lier l'intérêt de l'Etat, en une intime connexion, à celui des hommes de richesse qui lui appartiennent (...), pour faire emprunter à la richesse et à l'influence des hommes bien nés le canal du commerce, au bénéfice mutuel de tous » (Hamilton, *Rapport sur les Manufactures*, 1791, Freeman 707). Madison, figure éminente de la Chambre des Représentants, voyant Hamilton proposer de rembourser au prix fort les titulaires de créances spéculatives de la dette nationale, puis les Représentants et les Sénateurs eux-mêmes se jeter sur les titres de la Banque Nationale pour faire des profits spéculatifs, s'indigne :

Il apparaît clairement dans quelles sortes de mains est tenue la dette publique, et par quelle sorte de gens le peuple des Etats-Unis doit être gouverné. De toutes les circonstances honteuses de ces trafics, l'une des plus fortes est de voir ceux des membres de la Législature qui poussaient le plus l'Affaire à la roue en saisir maintenant ouvertement les émoluments. (à Jefferson, 10 juillet 1791, R. of L. 695)

- 31 Il se rapproche alors de son vieil ami Jefferson, car il est choqué par l'injustice inverse de celle qui l'inquiétait dans les années 1780 :

Où est la plus grande injustice réelle ? La vraie différence semble consister en ce que dans l'ancien et mauvais Gouvernement [C'est-à-dire dans les Républiques d'avant la Constitution Fédérale, soumises aux majorités populaires et à leur « esprit niveleur »] le petit nombre était victime du grand ; dans l'actuel gouvernement le grand nombre est victime du petit. (à Jefferson, 8 août 1791, R. of L. 705)

- 32 Madison aperçoit les implications oligarchiques de cette république où « le petit nombre » s'empare en réalité du pouvoir politique pour satisfaire ses propres intérêts économiques, ce qui est une nouvelle forme d'injustice et s'appelle aussi « corruption ». Des implications autoritaires de cette orientation se feront également jour, par exemple en 1794 la répression d'une révolte contre une taxe menée *manu militari* par Hamilton lui-même et connue sous le nom de *Whiskey Rebellion*, puis les *Lois sur les Etrangers et les Séditions*, sortes de lois d'exception promulguées en 1798 sous la Présidence de John Adams. Dès lors, pour continuer de défendre la justice politique et le bien public, Madison se rapproche de la conception qu'a Jefferson des intérêts justes et du juste rôle de la propriété dans la république, fondant avec lui un véritable parti politique au sens moderne, le « Parti Républicain ». Puis, lorsque leurs adversaires les accusent d'être « démocrates » (c'est encore une injure en 1791, selon le mot d'André Kaspi (I : 77), ils « ramassent l'injure », et leur parti se nomme alors « Républicain - Démocrate ».
- 33 Il faut donc remarquer que la conception qu'avait Madison des intérêts particuliers et de leur statut dans la république, bien qu'elle soit demeurée la conception dominante jusqu'à nos jours à l'intérieur du libéralisme républicain, s'est pourtant, sous l'effet des

difficultés qu'elle a rencontrées et dont a été conscient Madison lui-même, comme fondue dans la conception de Jefferson.

- 34 Pour Jefferson, la république doit être « démocratique », c'est-à-dire exactement qu'elle doit administrer une société qui soit démocratique, une société telle que chacun puisse participer véritablement à l'exercice du pouvoir politique (textes n° 15 à 18). Certes il s'agit toujours d'élire des représentants, du moins pour ce que l'on ne peut pas administrer soi-même — la représentation demeure pour Jefferson un pis-aller — mais ceci dans le débat public le plus large et le plus exact possible. Qui dégage et institue véritablement l'intérêt commun, à partir de la délibération des intérêts. Que faut-il pour cela ? D'abord bien sûr une instruction générale, publique, pour que les citoyens puissent « voter en comprenant ce qui se passe », et ceci passe aussi par l'existence d'une presse libre, et d'une presse que les citoyens sachent lire (textes n° 19 et 20). Mais, plus fondamentalement, il faut que les citoyens, dit Jefferson, soient « indépendants ». Que signifie ce terme, et que signifie cette affirmation ? On connaît l'affirmation célèbre de Jefferson, et l'on y voit une preuve du caractère nostalgique, archaïque, de sa pensée (texte n° 21). Mais l'indépendance, celle des agriculteurs, ou des artisans — celle qui est inaccessible aux salariés, encore pensés sur le mode des serviteurs—, c'est bien ce qui permet, ne dépendant de personne, d'exprimer son opinion, de défendre son intérêt, et de le mettre dans le « pot » de la délibération commune. Dès lors la raison fait son œuvre, et les citoyens dégageront, à partir de leurs intérêts particuliers, leur intérêt commun, fait de convergence réelle — et non de compromis (texte n° 22). Par delà les aspects sociologiquement et économiquement certes obsolètes de la pensée politique de Jefferson, c'est donc dire, fondamentalement, que les intérêts particuliers, sociaux et économiques, sont l'objet de la politique républicaine (texte n° 23). Bien loin d'être tenus à l'écart et à l'abri de la discussion politique, ils doivent être mis en jeu, discutés, élaborés, par la politique (et d'ailleurs, pour Jefferson, le droit fondamental, ou « naturel », des hommes n'est pas la propriété, mais le droit d'usufruit », le droit de travailler la terre, laquelle est « donnée en commun aux hommes », pour subsister — la propriété n'est qu'un droit institué par les hommes, et donc régulé de manière variable selon les sociétés.) L'indépendance des citoyens est donc bien la condition sociale et économique qui leur permet une véritable participation à la discussion publique, discussion qui est, au fond, la république elle-même.
- 35 On peut donc remarquer l'évolution cruciale des termes de liberté, de république et de démocratie, depuis la problématique anglaise du XVIII^e siècle jusqu'à la problématique américaine du tournant de la modernité, entre 1791 et 1801, date de l'élection de Jefferson à la présidence des Etats-Unis.
- 36 Le terme de *démocratie* a perdu son sens partiel, et surtout péjoratif, il est devenu celui du contenu réel de la république : « Nous, aux Etats-Unis, nous sommes, comme vous le savez, constitutionnellement et consciemment démocrates », écrit le 24 avril 1816 Jefferson à Dupont de Nemours (Peterson 1385).
- 37 La *république* est devenue pure (et non plus composée), mais elle est soit libérale classique (Constitution Fédérale, éviction concomitante, et profondément liée sans doute, de la souveraineté réelle du peuple et de la discussion commune de la propriété hors de la sphère publique et politique), soit libérale démocratique — mais nous avons oublié ce sens. Aux Etats-Unis de nos jours « libéral » signifie encore humaniste, mais en France nous n'employons pas « libéral » dans le sens de revendication de liberté et

nous réduisons le « libéralisme » à un libéralisme économique anti-humaniste. Or qu'est-ce qu'une liberté qui ne discute pas de questions dites « économiques », c'est-à-dire des questions de la propriété économique ?

BIBLIOGRAPHIE

- Bailyn, Bernard. *The Ideological Origins of the American Revolution*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1967.
- Bailyn, Bernard. *The Origins of American Politics*. New-York : Vintage Books, 1970.
- Banning, Lance. *The Sacred Fire of Liberty, James Madison and the Founding of the Liberal Republic*. Ithaca : Cornell University Press, 1995.
- Boyd, Julian P. et al., eds., *The Papers of Thomas Jefferson*, Princeton : Princeton University Press, 1950-1970, 20 vols.
- Constant, Benjamin. *De l'esprit de conquête et de l'usurpation dans leurs rapports avec la civilisation européenne*, 1814. *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*. 1819. In *Ecrits politiques*. Paris : Folio. 1997. 118-304 et 589-622.
- Dickinson, John. *Letters from a Farmer of Pennsylvania*, Philadelphie, 1768. *The Political Writings of John Dickinson, 1767-1774*. Ed., Paul L. Ford., 1895. Repr. New-York : Da Capo, 1970.
- Duncan, Christopher M. *The Anti-Federalists and Early American Political Thought*. DeKalb : Northern Illinois University Press, 1995.
- Ferguson, Adam. *Essai sur l'Histoire de la Société civile*. Edimbourg, 1767. Edité par Claude Gautier. Paris : PUF, 1992.
- Fohlen, Claude et Godechot, Jacques. dir. *La Révolution Américaine et l'Europe*, colloque international. Paris : Editions du CNRS. 1979.
- Fohlen, Claude. *Thomas Jefferson*. Nancy : Presses Universitaires de Nancy. 1992.
- Freeman, Joanne B., ed. *Hamilton, Writings*, New-York : The Library of America, 2001.
- Gautier, Claude. « Ferguson ou la modernité problématique », introduction à son édition de *l'Histoire de la Société civile*, de Ferguson, *op. cit.*
- Gordon and Trenchard. *Cato's Letters: or Essays on Liberty, Civil and religious, and Other Important Subjects*. Londres, 1733. 4 vols. Ed. Ronald Hamowy. Indianapolis: Liberty Fund, 1995. 2 vols. On trouve aussi ce texte sur le site du Liberty Fund : <http://oll.libertyfund.org/Home3/Book.php?recordID=0226.05>
- Hamilton, Alexander, James Madison et John Jay. *Le Fédéraliste*, 1788. Trad.fr. par Gaston Jèze, 1957. Rééd. Paris : Economica, 1988.
- Harrington, James. *Oceana*, Paris : Belin, 1995 (*The Commonwealth of Oceana*, Londres, 1656. Nouvelle édition. par John G. A. Pocock. Cambridge, Eng : Cambridge University Press, 1992.)
- Hutchinson, William T. et al, eds. *The Papers of James Madison*. 17 vols. Chicago et Charlottesville : University of Chicago Press et University of Virginia Press, 1962-1993.

- Kenyon, Cecilia, ed. *The Antifederalists*. Indianapolis : Bobbs-Merril, 1966.
- Kenyon, Cecilia. « Men of Little Faith : the Anti-Federalists on the Nature of Representative Government ». *William and Mary Quarterly*, 3rd. Ser., 12 (1955) : 3-43.
- Lacorne, Denis. *L'invention de la république, le modèle américain*. Paris : Hachette. 1991.
- Main, Jackson Turner. *The Anti-Federalists : Critics of the Constitution, 1781-1788*. New-York : Van Rees Press, 1961.
- Marienstras, Elise. *Les mythes fondateurs de la Nation américaine, essai sur le discours idéologique aux Etats-Unis, 1765-1800*. Paris : Maspéro, 1976.
- Millar, John. *An Historical View of the English Government*. Londres, 1787. 4 vols.
- Molesworth, Robert. *An Account on Denmark*, Londres, 1694. repr. Copenhague : Rosenkilde & Baker, 1976.
- On trouvera la plupart des textes de Jefferson sur le site de l'Université de Virginie qui lui est dédié : <http://etext.lib.virginia.edu/jefferson/>
- Pamphlets of the American Revolution, 1750-1776*. Bailyn, Bernard, ed. Cambridge, Mass. : The Belknap Press of Harvard University, 1965. Seul le 1er vol. est paru.
- Peterson, Merrill D., ed., *Thomas Jefferson, Writings*, New-York : The Library of America, 1984.
- Pocock, John G. A. « Machiavelli, Harrington, and English Political Ideologies in the Eighteenth Century ». *William and Mary Quarterly* 22 (1965) : 549-583.
- Pocock, John G. A. *Le moment machiavélien*. Paris : PUF, 1997.
- Rakove, Jack N., ed. *James Madison, Writings*. New-York : The Library of America, 1999.
- Robbins, Caroline. *The Eighteenth Century Commonwealthmen, Studies in the Transmission, Development, and Circumstances of English Liberal Thought from the Restoration of Charles II until the War with the Thirteen Colonies*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press. 1959.
- Smith, James Morton, ed. *The Republic of Letters, the Correspondence between T. Jefferson and J. Madison, 1776-1826*. 3 vols. New York : Norton, 1995. (indiqués par R. of L.)
- Spitz, Jean-Fabien. « République et démocratie, de Montesquieu à Madison ». *Revue de synthèse* 2-3 *Théories de la libre république du Quattrocento aux Lumières* (1997) : 259-283
- Storing, Herbert J., ed. *The Complete Anti-Federalists*. Chicago : Chicago University Press, 1981, 7 vols. (Une édition abrégée, publiée elle aussi en 1981, comporte un seul volume.)
- Tocqueville, Alexis de. *De la démocratie en Amérique*. 1833 et 1840. 2 tomes. Paris : GF, 1981.
- Tocqueville, Alexis de. *L'Ancien Régime et la Révolution*. 1856. Paris : GF, 1988.
- Wills, Garry. *Inventing America : Jefferson's Declaration of Independence*. New York : Vintage Books, 1979.

ANNEXES

(traduction A. Léchenet)

1. Vraiment, du fait que la liberté réprime et réduit le pouvoir, il s'ensuit que le pouvoir voudrait éteindre la liberté ; en conséquence la liberté n'a que trop de raisons d'être excessivement jalouse, et toujours sur la défensive. Le pouvoir a beaucoup d'avantages

sur elle (« her ») (...) et alors que le pouvoir peut subsister, et subsiste effectivement pour l'essentiel, là où la liberté n'est pas, la liberté ne peut subsister sans le pouvoir, de telle sorte qu'elle a pour ainsi dire l'ennemi toujours à sa porte. Gordon and Trenchard, *Cato's Letters : or Essays on Liberty, Civil and Religious, and Other Important Subjects* (1733), repr. New-York : Da Capo, 1971, Lettre n° 33.

2. Hélas ! Le pouvoir empiète chaque jour sur la liberté, et ses entreprises ont un succès trop évident, de sorte que l'équilibre entre eux est presque détruit. *Ibidem*, lettre n° 73.

3. L'intérêt de la liberté est celui d'une vierge que tout le monde cherche à déflorer. S'il n'est proprement protégé, tant est grande la concupiscence de l'espèce humaine pour l'empire, alors survient un viol à la première opportunité. Marchamont Needham, *Excellency of a Free State* (1656), Bailyn 1967 58.

4. Puisqu'il n'y a que trois formes de gouvernement parmi les hommes, la monarchie absolue, l'aristocratie et la démocratie, et que celles-ci possèdent toutes leurs avantages et leurs inconvénients, l'expérience et la sagesse de vos ancêtres a pratiqué un mélange de ces lois permettant de donner à ce royaume (dans la mesure où la prudence humaine peut y parvenir) les avantages de ces trois types, sans les inconvénients d'un seul d'entre eux, tant que l'équilibre se maintient entre les trois états et qu'ils coulent chacun suivant son propre cours (engendrant la verdure et la fertilité dans les prairies des deux rives) et tant que la crue de l'un ou de l'autre côté ne soulève ni déluge ni inondation. L'écueil de la monarchie absolue est la tyrannie, l'écueil de l'aristocratie est la faction et la division, les écueils de la démocratie sont les tumultes, la violence et la licence. La vertu de la monarchie est d'unir la nation sous un seul chef et de résister aux invasions extérieures comme aux insurrections domestiques ; la vertu de l'aristocratie est la conjonction du sage conseil des personnes les plus capables dans l'Etat, en vue du bien public ; la vertu de la démocratie est la liberté et le courage et l'industrie que la liberté engendre. (...)

Dans ce royaume les lois sont faites conjointement par un roi, par une Chambre des pairs et par une Chambre des communes choisie par le peuple, tous ayant des votes libres et des privilèges particuliers. Selon ces lois le gouvernement est confié au roi ; le pouvoir de faire des traités de guerre ou de paix, de créer des pairs, de choisir des officiers et des conseillers pour l'Etat (...) et d'autres pouvoirs du même ordre sont placés dans la personne du roi. Et ce genre de monarchie régulée, ayant le pouvoir de préserver cette autorité sans laquelle elle serait dans l'incapacité de préserver les lois dans leur force et les sujets dans leurs libertés et leurs propriétés, a pour visée de lui attirer un respect presque familial de la part des grands, de manière à empêcher les maux de la division et des factions, et une crainte et une révérence de la part du peuple de manière à empêcher les tumultes, la violence et la licence. Une fois encore, *afin que le prince ne puisse pas faire usage de ce pouvoir immense et perpétuel pour nuire à ceux pour le bien de qui il le détient* (...) la Chambre des communes (excellent protecteur de la liberté, mais qui n'a jamais été conçue pour participer au gouvernement ou pour choisir ceux qui doivent gouverner) se voit seulement confier l'initiative des propositions en matière d'imposition fiscale (le nerf de la paix comme de la guerre). (...) Les Lords, se voyant confier un pouvoir judiciaire, sont un écran et un remblai excellent entre le prince et le peuple, pour assister chacun contre les éventuels empiètements de l'autre, et pour préserver par de justes jugements la loi qui doit être la règle de chacun de trois. Vicomte FALKLAND et Sir John COLEPEPPER, *Réponse de sa Majesté aux dix-neuf*

propositions des deux Chambres du Parlement, 21 juin 1642, in J.-P. KENYON, ed., The Stuart Constitution 1603-1688, Cambridge University Press, 1966 ; traduction de Luc Borot, in J. G. A. Pocock, 1997, 360-362 ; souligné par nous.

5. Des actes de tyrannie isolés peuvent être imputés à l'opinion accidentelle survenue un jour ; mais une série d'actes oppressifs, commencés à un moment déterminé et poursuivis invariablement à travers tous les changements de ministres, constituent la preuve trop criante de l'existence d'un plan déterminé pour nous réduire en esclavage. (...)

Le Parlement Britannique n'a pas de droit à exercer une autorité sur nous. Cet exercice d'un pouvoir usurpé ne s'est pas limité aux seules instances dans lesquelles ils sont eux-mêmes intéressés ; mais ils se sont aussi mêlés des affaires internes de la colonie. (...)

Une législature libre et indépendante assume en cela de suspendre les pouvoirs d'une autre, libre et indépendante comme elle. Faisant voir ainsi un phénomène jusque là inconnu dans la nature, celui d'un créateur créé par son propre pouvoir. Ce sont non seulement les principes du sens commun, mais aussi les sentiments communs de la nature humaine, qui devront être reniés, avant que les sujets que sa Majesté a ici puissent croire qu'ils tiennent leur existence politique de la volonté d'un Parlement britannique. (...)

De par la nature des choses, toute société doit, de tout temps, posséder en elle-même le pouvoir souverain de législation. Thomas JEFFERSON, *Vue Sommaire des Droits de l'Amérique Britannique*, 1774, Peterson 108, 110, 111 et 118.

6. C'est un fait aussi certain que le peut l'établir l'histoire, que l'origine de la présente Constitution Civile de l'Angleterre dérive de ces Saxons qui avaient établi en Angleterre une forme de gouvernement semblable à celle sous laquelle ils avaient été habitués à vivre dans leur pays natal. Richard BLAND, *An Inquiry into the Rights of the British Colonies...*, Williamsburg, 1766, John Harvard Library n° 17, cité par Bailyn 1965 80.

7. Si notre Convention (de Virginie) venait à proposer d'établir maintenant une forme de gouvernement, il pourrait être judicieux qu'elle rappelle un petit moment ses délégués. C'est un travail des plus intéressants dans sa nature, et tel que tout individu voudrait y avoir sa voix. En vérité, c'est tout l'objet de la présente controverse ; car si un mauvais gouvernement était institué pour nous dans l'avenir, il aurait autant valu accepter tout d'abord le mauvais qui nous était offert depuis l'autre rive de l'Atlantique, en ayant épargné le risque et la dépense de la dispute. JEFFERSON, *Lettre à Thomas Nelson*, 16 mai 1776, Boyd I 292.

8. En ce qui concerne l'Etat de Virginie, le peuple semble avoir déposé le gouvernement monarchique et adopté le républicain aussi aisément qu'il aurait jeté un vieux costume et revêtu un habit neuf. JEFFERSON, *Lettre à Benjamin Franklin*, 13 août 1777, Boyd I 26.

9. Il est encourageant de voir la norme de la raison enfin établie, après tant d'âges durant lesquels l'esprit humain a été tenu en vasselage par les rois, les prêtres et les nobles ; et il est à notre honneur d'avoir produit la première législature qui ait eu le courage de déclarer que l'on peut confier à la raison de l'homme la formation de sa propre opinion. JEFFERSON, à *James Madison*, 16 décembre 1786, Boyd X 604.

10. Je crois que notre loi sur la liberté religieuse produira un bien considérable même dans ces pays où l'ignorance, la superstition, la pauvreté et l'oppression du corps et de

l'esprit sous toutes ses formes, sont si fermement établies sur la masse du peuple que l'on ne peut espérer qu'ils en soient jamais délivrés. Si le tout-puissant avait engendré non pas un, mais un millier de fils, ils n'auraient jamais suffi à la tâche. Si tous les souverains d'Europe s'attelaient à l'œuvre d'émanciper l'esprit de leurs sujets de leur état présent d'ignorance, et cela avec autant de zèle qu'ils s'efforcent actuellement en direction contraire, ils ne pourraient les placer, en un millier d'années, sur le terrain élevé où le commun de notre peuple se tient à présent. Les nôtres n'auraient pu être si honnêtement remis aux mains de leur propre sens commun, s'ils n'avaient été séparés de la souche de leurs parents et gardés hors de la contamination soit de ceux-ci, soit des autres peuples du vieux monde, par l'interposition d'un si large océan. Pour savoir la valeur de ceci, il faut en voir le manque ici.

Je pense que la loi de loin la plus importante de tout notre code est celle pour la diffusion du savoir parmi le peuple. On ne peut de plus sûre fondation pour la préservation de la liberté, et pour le bonheur. Quiconque serait tenté de croire que les rois, les nobles et les prêtres sont de bons dépositaires du bonheur public, envoyez-le ici. C'est dans tout l'univers la meilleure école pour le guérir de cette folie. Ils verront ici de leurs propres yeux que ces catégories d'hommes forment une libre confédération contre le bonheur de la masse du peuple. La toute-puissance de leur effet ne peut être que dans ce pays particulièrement, où, nonobstant le meilleur sol qui soit sur Terre, le meilleur climat qui soit sous le Ciel, et un peuple doué du caractère le plus bienveillant, le plus gai et le plus aimable dont soit susceptible la forme humaine, où un tel peuple dis-je, entouré de tant de bienfaits de la nature, est cependant chargé de misère par les rois, les nobles et les prêtres, et par eux seuls. Prêchez, mon cher Maître, une croisade contre l'ignorance, établissez et améliorez la loi pour l'éducation du commun peuple. Que nos compatriotes sachent que seul le peuple peut nous protéger contre ces maux, et que l'impôt qui sera payé dans ce but n'est que la millième part de ce qui sera payé aux rois, aux prêtres et aux nobles qui s'élèveront parmi nous si nous laissons le peuple dans l'ignorance.

Le peuple d'Angleterre est, je crois, moins opprimé qu'ici. Mais il ne faut que la moitié d'un œil pour s'apercevoir, quand on est parmi eux, que dans leurs dispositions la fondation est déjà posée, qui établira le despotisme. La noblesse, l'opulence et la pompe sont pour eux des objets d'adoration. Ils ne sont en aucune manière ce peuple à l'esprit libre que nous supposons en Amérique. Leurs hommes instruits sont peu nombreux et infiniment moins émancipés des préjugés que ne sont ceux de ce pays. JEFFERSON, à *George Wythe*, Paris, 13 août 1786, Peterson 859.

11. Bien que des écrivains célèbres de ce pays et d'autres aient déjà exposé de bons principes au sujet du gouvernement, cependant c'est la guerre Américaine qui semble avoir en premier éveillé la partie pensante de cette nation en général du sommeil de despotisme dans lequel elle était plongée. Aussi les officiers qui étaient venus en Amérique étaient pour la plupart des hommes jeunes, moins empêtrés d'habitudes et de préjugés, et plus disposés à donner leur assentiment aux préceptes du sens commun et du droit commun. Ils revinrent impressionnés de ceux-ci. JEFFERSON, à *Richard Price*, Paris, 8 janvier 1789, Peterson 936.

12. Au commencement de la Révolution on prêta peu d'attention, pour des raisons évidentes, à la nécessité de préserver les droits de la propriété. Dans tous les Gouvernements que les patriotes républicains et les législateurs considéraient comme

des phares, les droits des personnes étaient soumis à ceux de la propriété. Les pauvres étaient sacrifiés aux riches. Dans l'état qui était alors celui de la population américaine et de la propriété américaine, ces deux classes de droits étaient si peu différenciées qu'une clause destinée à assurer les droits des personnes était supposée inclure en elle-même ceux de la propriété, et il était naturel d'inférer à partir de la tendance des lois républicaines que ces différents intérêts iraient de plus en plus en s'identifiant. Mais l'expérience et l'examen ont cependant produit des idées plus correctes sur ce sujet. On observe maintenant que dans tous les pays peuplés ce n'est qu'une minorité qui peut être intéressée par la préservation des droits de la propriété. On doit prévoir que toute l'Amérique, et le Kentucky lui-même, arriveront graduellement à cet Etat de Société ; que dans certaines parties de l'Union une très grande avancée a déjà été effectuée dans ce sens. James MADISON, *Observations sur le Projet de Constitution pour la Virginie fait par Jefferson*, 15 octobre 1788, Rakove 411.

13. Lorsqu'une grande majorité du peuple sera dépourvue non seulement de propriété terrienne, mais de quelque propriété que ce soit (...), des sentiments antagoniques vont croître : (...) une augmentation de la population augmentera de toute nécessité la proportion de ceux qui peinent sous tous les fardeaux de la vie, et soupirent en secret après une distribution plus égale de ses bienfaits. MADISON, *Notes sur le Discours du 7 juillet 1787*, in Max FARRAND, ed., *The Records of the Federal Convention of 1787*, Yale: Yale University Press. 1937. vol. I p. 422.

14. Ceux qui défendent la démocratie simple, ou la pure république, mise en œuvre par le sens de la majorité, et agissant dans d'étroites limites, affirment ou supposent un cas qui est entièrement fictif. Ils fondent leur raisonnement sur l'idée que les membres du peuple composant la Société jouissent non seulement de l'égalité des droits politiques, mais qu'ils ont tous précisément les mêmes intérêts et les mêmes sentiments à tous égards. Si tel était en réalité le cas, leur raisonnement serait concluant. L'intérêt de la majorité serait aussi celui de la minorité ; les décisions pourraient s'en tenir à la simple opinion concernant le bien de l'ensemble, et de celui-ci la voix majoritaire serait le plus sûr critère ; en outre, à l'intérieur d'une sphère restreinte, cette voix serait très facile à recueillir et les affaires publiques seraient gérées avec la plus grande exactitude.

Mais nous savons qu'aucune Société n'a jamais réellement consisté, ni pu consister, en une masse si homogène de Citoyens. Dans l'état Sauvage en effet on s'en rapproche ; mais dans cet état il n'est besoin que de peu de Gouvernement, ou d'aucun. Dans toutes les Sociétés civilisées les distinctions sont variées et inévitables. La distinction dans la propriété résulte de la protection même qu'un Gouvernement libre accorde aux inégales facultés de l'acquérir. Il y aura des riches et des pauvres ; des débiteurs et des crédateurs ; un intérêt terrien, un intérêt financier, un intérêt marchand, un intérêt manufacturier. Ces classes peuvent encore se subdiviser selon les différentes productions de différentes situations et terrains, et selon différentes branches de commerce et de manufactures. Et outre ces distinctions naturelles, des distinctions artificielles seront aussi fondées sur des différences accidentelles dans les opinions politiques, religieuses et autres, ou sur un attachement à la personne de différents leaders. Quelqu'erronés ou ridicules ces terrains de dissension ou de faction puissent apparaître à l'Homme d'Etat éclairé, ou au philosophe de la bienveillance, la masse de l'humanité, qui n'est ni Philosophe ni Homme d'Etat, continuera de les voir d'un œil différent.

La question demeure donc de savoir si une majorité unie par un intérêt commun, ou par le sentiment d'une commune passion, pourra trouver des motifs suffisants pour s'empêcher d'opprimer la minorité. (...)

Quel remède peut être trouvé dans un Gouvernement républicain, dans lequel c'est la majorité qui doit décider en dernier lieu, si ce n'est de donner une telle extension à sa sphère qu'aucun intérêt ou passion communs ne seront à même d'unifier une majorité pour un dessein injuste. Dans une grande Société, le peuple est fragmenté en de si nombreux intérêts et partis que l'on y est moins à même de ressentir un sentiment commun, et de former le concert requis pour une majorité par rapport à l'ensemble. (...) *Divide et impera*, cet axiome réprouvé de la tyrannie, est à certains égards la seule politique par laquelle une république peut être administrée sur de justes principes. Il faut cependant observer que cette doctrine ne peut tenir que dans une sphère d'une extension appropriée. Car dans une sphère trop petite des combinaisons oppressives peuvent trop aisément se former contre le parti le plus faible ; de même dans une trop grande, un concert défensif contre l'oppression de ceux qui sont chargés de l'administration peut être trop difficile.

Le grand objet du Gouvernement est donc de modifier la souveraineté de telle sorte qu'elle soit suffisamment neutre entre les différentes parties de la Société pour empêcher une partie de subvertir les droits d'une autre, et en même temps suffisamment contrôlée elle-même pour qu'elle ne puisse composer un intérêt contraire à celui de la société tout entière. MADISON, *Lettre à Thomas JEFFERSON*, 24 octobre 1787 (Boyd XII 276).

15. Chaque homme et chaque groupe d'hommes sur terre, possède le droit de se gouverner lui-même. Ce droit, la nature le leur donne en même temps que la vie. Les individus l'exercent par leur volonté unique et les collectivités par celle de leur majorité, car la loi de la majorité est la loi naturelle de toute société humaine. JEFFERSON, *Opinion du Secrétaire d'Etat sur la constitutionnalité de la Loi de Résidence*, 15 juillet 1790, Boyd, XVI 179.

16. Si je devais assigner au terme de *république* une idée précise et définie, je dirais simplement qu'il signifie un gouvernement exercé par ses citoyens en masse, agissant directement et personnellement, selon les règles établies par la majorité ; et que tout gouvernement est plus ou moins républicain selon la proportion dans laquelle il intègre dans sa composition plus ou moins de cet ingrédient qu'est l'action directe et personnelle de citoyens. (...) JEFFERSON, à *John Taylor*, 28 mai 1816, Peterson 1392.

17. J'étais partisan d'étendre le droit de vote — en d'autres mots le droit d'être citoyen — à tous ceux qui ont l'intention de vivre en permanence dans ce pays. Que l'on prenne les conditions que l'on veut comme preuves de cette intention, que ce soit le fait d'y résider depuis un certain temps, ou d'y avoir sa famille, ou d'y avoir de la propriété, l'une quelconque ou toutes ensemble. Tout homme qui a l'intention de vivre dans un pays doit souhaiter le bien de ce pays, et a un droit naturel de concourir à sa préservation. JEFFERSON, à *Edmund Pendleton*, 26 août 1776, Boyd I 503.

18. La moitié de nos frères, qui portent les armes et payent des impôts, sont exclus, tels des ilotes, des droits de la représentation, comme si la société était instituée pour le sol, et non pour les hommes qui l'habitent ; ou comme si la moitié de ceux-ci pouvait

disposer des droits de l'autre moitié sans que ceux-là y aient consenti. JEFFERSON, à *John Taylor*, 28 mai 1816, Peterson p. 1391.

19. Notre peuple, comme eux, devrait en venir à travailler seize heures sur vingt-quatre, donner les gains de quinze de celles-ci au gouvernement pour ses dettes et dépenses quotidiennes ; et la seizième étant insuffisante pour nous permettre de manger du pain, nous devrions vivre, comme ils le font maintenant, de bouillie d'avoine et de pommes de terre ; n'avoir aucun temps pour penser, aucun moyen de rappeler les mauvais gérants pour qu'ils rendent des comptes, ; mais être heureux d'obtenir notre subsistance en nous louant à river les chaînes au cou de nos compagnons de souffrance. JEFFERSON, *Lettre à Samuel Kercheval*, 12 juillet 1816, Peterson 1400.

20. Le moyen de prévenir ces interpositions irrégulières de la part du peuple est de lui donner une pleine information sur ses affaires par le canal des journaux publics, et de s'efforcer à ce que ces journaux pénètrent la masse tout entière du peuple. La base de nos gouvernements étant l'opinion du peuple, leur tout premier objet serait de garder celle-ci juste, et si je devais dire s'il vaut mieux avoir un gouvernement et pas de journaux, ou des journaux et pas de gouvernement, je n'hésiterais pas un moment à préférer la seconde éventualité. Mais par là j'entendrais que chaque homme reçoive les journaux et soit capable de les lire. Thomas JEFFERSON, *Lettre à Edward Carrington*, 16 janvier 1787, Peterson 880.

21. Que la masse du peuple soit un tant soit peu informée requiert deux degrés d'éducation. Premièrement une institution dans laquelle la science soit enseignée dans toutes ses branches, et au plus haut degré auquel l'esprit humain l'a amenée. Ceci préparerait, dans chaque Etat, quelques sujets, auxquels la nature a donné des esprits de premier ordre. Deuxièmement, donner à tous les membres de la société un degré de savoir qui les rende capables de lire, de juger et de voter en comprenant ce qui se passe. Ceci serait l'objet des écoles de communes. JEFFERSON, *Lettre à Littleton Waller Tazewell*, 5 janvier 1805, Peterson 1149.

22. Les économistes politiques d'Europe ont établi pour principe que chaque Etat devrait s'efforcer de produire dans ses propres manufactures ; et ce principe, comme beaucoup d'autres, nous l'appliquons à l'Amérique, sans prendre en compte la différence de circonstances, qui produit souvent une différence de résultat. En Europe les terres sont soit cultivées soit inaccessibles au cultivateur. Les manufactures doivent lors être considérées comme répondant pour eux à la nécessité, et non au choix, pour faire vivre leur surplus de population. Mais nous avons une immensité de terres appelant l'industrie du cultivateur (« *husbandman* »). Vaut-il mieux alors que tous nos citoyens soient appelés à son amélioration, ou que la moitié d'entre eux en soit enlevée pour travailler dans les manufactures ou à des arts manuels ? Ceux qui travaillent à la Terre sont le peuple élu de Dieu, s'il eût jamais un peuple élu, ceux dans le cœur desquels il a effectué son dépôt particulier pour l'authentique et réelle vertu. C'est le foyer dans lequel il garde vivant ce feu sacré, qui sans cela pourrait s'échapper de la face de la Terre. La corruption des mœurs dans la masse des cultivateurs est un phénomène dont aucun âge ni aucune nation n'ont fourni d'exemple. Celle-ci est la marque apposée sur ceux qui, au lieu de compter sur le Ciel, sur leur propre sol et sur leur industrie, comme le fait l'agriculteur, pour leur subsistance, dépendent des hasards et des caprices des consommateurs. La dépendance engendre la servilité et la vénalité, elle étouffe le germe de la vertu, et prépare des outils appropriés aux desseins

de l'ambition. Ce progrès naturel et cette conséquence des arts ont parfois sans doute été retardés par des circonstances accidentelles : mais, de manière générale, la proportion formée, dans tout Etat, entre l'ensemble de toutes les autres classes de citoyens avec celle des agriculteurs, est la proportion de ses parties malsaines aux parties saines, et elle est donc un assez bon baromètre pour mesurer son degré de corruption. Aussi, tant que nous avons de la terre à travailler, ne souhaitons jamais voir nos citoyens occuper à tenir un établi, ou à tourner une quenouille. Il manque certes de charpentiers, de maçons, de forgerons, dans l'agriculture domestique : mais, pour ce qui est des opérations générales de la manufacture, que nos ateliers restent en Europe. Il vaut mieux apporter des provisions et des matériaux aux travailleurs là-bas, que d'amener les manufactures, et avec elles leurs manières et leurs principes, aux provisions et aux matériaux. La perte due au transport des commodités sur l'Atlantique sera compensée en bonheur et en permanence de notre gouvernement. Les foules des grandes cités n'apportent pas plus, en soutien au pur gouvernement, que ne le font les maux à la force du corps humain. Ce sont les manières et l'esprit d'un peuple qui préservent une république dans sa vigueur. Une dégénérescence dans ceux-ci est un cancer qui dévore bientôt jusqu'au cœur ses lois et sa constitution. JEFFERSON, *Notes sur l'Etat de Virginie*, 1786, Question XIX, Peterson 290-291.

23. La société moderne est fondée sur la double valeur de l'individu citoyen et du producteur. Elle est symboliquement née en 1776, date de la parution des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith — qui met l'activité des hommes au centre de la vie sociale, et date de l'indépendance des Etats-Unis, c'est-à-dire de la naissance de la première grande démocratie moderne. Dominique SCHNAPPER, *Contre la fin du travail*, Paris, Textuel, 1997, 5.

NOTES

1. James Harrington (1611-1677) est l'auteur mal connu de *The Commonwealth of Oceana*, publié en 1656, et que l'on peut considérer comme l'un des ouvrages les plus éminents du républicanisme anglais : au XVIII^e siècle, aussi bien les *Commonwealthmen* anglais que les opposants américains à George III s'y réfèrent fréquemment. Comme l'a montré John Pocock, son éditeur en 1977, ce texte étrange peut être compris à la lumière de la pensée aristotélicienne de Machiavel.

2. « *Whigs* » est le nom donné vers les années 1680 par leurs adversaires, les « *Tories* », à partir du nom de révoltés écossais du début de la Restauration, à la fraction libérale de la classe politique anglaise. Ils soutiennent en 1688 la *Glorious Revolution*, et participeront au pouvoir avec les Premiers ministres Robert Walpole et William Pitt, dont le courant sera nommé celui des « *New Whigs* ». Quant à ceux qui continuent de se nommer les « *Old Whigs* », ils ne participent pas au pouvoir, et restent vigilants à l'égard de la défense des libertés et de la séparation des pouvoirs.

3. Le soulignage et les majuscules sont de Dickinson lui-même. John Dickinson (1732-1808), avocat à Philadelphie, est le Délégué de la Pennsylvanie dès le *Stamp Act Congress* en 1765, puis aux Congrès Continentaux suivants. Son intense activité d'écriture lui valut d'être surnommé « *the penman of the Revolution* ».

4. « Ce texte fut jugé trop audacieux dans l'état actuel des choses, mais publié sous le titre de *A Summary View of the Rights of British America* » se souvient Jefferson dans son *Autobiography*, écrite autour de 1824. « Des sentiments plus maîtrisés furent préférés,

et, je le crois, en toute sagesse ; le pas que je proposais était alors trop grand pour la masse de nos concitoyens », poursuit-il (Peterson 110).

5. Comme l'a montré Garry Wills, dans *Inventing America*, décryptage minutieux de la *Déclaration d'Indépendance* jusque dans les brouillons et les passages gommés par le Congrès, ce sont les penseurs des Lumières Ecossaises qui constituent sans doute, sous l'influence de son maître George Wythe, la référence majeure de la pensée de Jefferson.

6. Nous reprenons ces termes à l'analyse de Claude Gautier, dans « Ferguson ou la modernité problématique » : « De figure temporelle, la république devient plutôt un modèle, comme ensemble de catégories universelles permettant de styliser ce qui, historiquement, peut être amené à prendre des formes diverses. Alors l'évolution ne serait plus à comprendre comme un pur mouvement régressif, celui par lequel les hommes perdent ce qui, dans un temps passé et maintenant idéalisé, faisait d'eux une société d'hommes libres et autonomes, mais comme un complexe de transformations pouvant conduire à l'édification du modèle républicain », écrit-il (Gautier 75).

7. A l'issue de son analyse de ce qu'il appelle « la persuasion fédéraliste », qui a consisté, lors du débat sur la *Constitution Fédérale*, à nier l'enjeu d'une représentation accrue des « meilleurs » dans les mécanismes du pouvoir politique par l'emploi d'un constitutionnalisme républicain extrêmement formel en apparence, Gordon S. Wood s'interroge sur « le triomphe et la fin de l'idéologie américaine », dont « le résultat fut l'instauration, dans la politique américaine, d'un hiatus entre l'idéologie et les motifs, hiatus qui ne se referma pas. Par l'usage qu'ils firent de la rhétorique la plus populaire et la plus démocratique possible pour expliquer et justifier leur système aristocratique, les Fédéralistes contribuèrent à forclure en Amérique le développement d'une tradition intellectuelle dans laquelle des conceptions politiques différentes pourraient être intimement et authentiquement reliées à des intérêts sociaux différents.(...) Ils contribuèrent à la création de cette tradition libérale englobante qui a rendu confus et obscurs les antagonismes sociaux réels de la politique américaine » (Wood 562). On peut voir aussi, de Gore Vidal, « la loi d'airain de l'oligarchie américaine », *Le Monde*, 22 décembre 2000.

8. Gordon S. Wood affirme que, bien que les Antifédéralistes n'aient pas spécialement représenté des couches plus populaires que les Fédéralistes, « la lutte autour de la Constitution, peut être comprise comme une lutte sociale (...) Les hommes de 1787-88 parlaient comme s'ils représentaient des éléments sociaux distincts et opposés. (...) La querelle portait fondamentalement sur l'aristocratie et la démocratie » (Wood 484-485). Sur cette question, voir en bibliographie les ouvrages de Main, Duncan, Kenyon et Storing.

AUTEUR

ANNIE LÉCHENET

Université de Saint-Etienne